



unesco

BUREAU À LIBREVILLE

Lettre d'information

N° 14

MAI - JUILLET 2021

MESSAGE DU REPRÉSENTANT P.I DE L'UNESCO AU GABON



Ce 14^{ème} numéro de la lettre d'information du Bureau de l'UNESCO à Libreville, vous présente les activités des programmes Education, Sciences naturelles et exactes, Sciences humaines et sociales et Culture qui ont été mises en œuvre ces derniers mois. La phase I du projet « Appui à la production des statistiques basique et à l'élaboration du Plan sectoriel de l'éducation » s'est achevée avec la remise officielle du nouvel annuaire statistique 2018/20219 du Gabon à S.E.Mme Rose Christiane Ossouka Raponda, Premier ministre du Gabon. Cet annuaire statistique dont la mise à jour actuellement en cours pour les années 2019/20 et 2020/21, permet au pays de sortir d'un désert statistique de 13 ans.

Le 12 mai 2021, le Bureau en partenariat avec le Ministère de l'énergie et des ressources hydrauliques, a procédé au lancement d'une étude visant à mesurer l'impact des changements climatiques sur le fonctionnement de l'usine de production d'eau potable basée à Ntoun qui dessert les communes de Libreville, d'Akanda, d'Owendo et de Ntoun, dans l'optique de pérenniser l'exploitation et la distribution

de l'eau dans le Grand Libreville sans nuire à la planète. Cette étude permettra, entre autres, d'évaluer les impacts du changement climatique sur le bassin de la rivière Nzémé; de développer une stratégie d'adaptation pour maintenir et améliorer la sécurité de l'eau pour le futur avec les parties prenantes au sein du Ministère de l'Énergie et des Ressources Hydrauliques

Les Journées mondiales des compétences des jeunes et de sensibilisation à l'albinisme ont été célébrées, respectivement en partenariat avec le Ministère de la Jeunesse et l'AFRAM, sous le thème « Réimaginer les compétences des jeunes dans l'après-pandémie » ; avec Citibank et l'association de lutte pour le bien être des albinos (ALBA), avec pour thème : « Fort, envers et contre tout ». Un atelier de formation et sensibilisation sur la non-violence, la promotion de la culture de la paix en milieu scolaire s'est tenu avec le soutien du Réseau panafricain des jeunes pour la culture de la paix (PAYNCOP).

Une session de présentation du Fonds international pour la diversité culturelle (FIDC) au profit des acteurs culturels gabonais a été organisée sous un format mixte (en ligne et en présentiel) pour permettre de renforcer leurs capacités afin qu'ils aient une meilleure compréhension des exigences du Fonds et que le nombre de soumission des candidatures gabonaises augmentent. Aussi, l'Organisation a célébré la Journée internationale des musées aux côtés du Ministère de la culture et des arts et de l'Ambassade de France au Gabon. Enfin, grâce à l'accompagnement de l'Organisation des années précédentes, le parc national de l'Ivindo du Gabon a été inscrit dans la Liste du patrimoine mondiale le mois écoulé.

Je vous souhaite une bonne lecture.

Eric VOLI BI

Chef du Bureau et Représentant
de l'UNESCO p.i au Gabon

ÉDUCATION



Le Gabon sort de son désert statistique de plus de 10 ans

Depuis 2006, le Gabon n'avait plus publié d'annuaire statistique de l'Éducation et la formation, ensemble de données statistiques lui permettant de connaître le niveau de son offre éducative ainsi que les différents problèmes auxquels se confrontent le système éducatif gabonais. Grâce au projet « Appui à la production des statistiques basiques et à l'élaboration du Plan sectoriel de l'éducation », le pays vient de présenter son nouvel annuaire statistique de l'éducation et de la formation après 13 ans.

La cérémonie de présentation de cet important outil de pilotage et de gouvernance du système éducatif s'est déroulée les 22 et 23 juin 2021, à Libreville.

Le 22 juin, les experts nationaux et ceux de l'UNESCO se sont entretenus avec les médias au travers d'une conférence de presse. Pour l'équipe du ministère de l'éducation nationale, représentée par Théodore Koumba, Secrétaire général et M. Aristide Ella Akono, Directeur général de la statistique du Ministère de l'éducation nationale, c'était l'occasion de se féliciter de l'aboutissement de ce long processus ayant permis au

pays de produire son nouvel annuaire statistique.

Mme Séraphine Memine Me ZUE, Administrateur du programme Éducation au Bureau de l'UNESCO à Libreville, s'est réjoui de la volonté du Gabon d'associer l'UNESCO tout au long du processus ayant abouti à la production du nouvel annuaire statistique du Gabon.

En effet, l'UNESCO est l'agence spécialisée des Nations Unies pour l'éducation mandatée par la communauté internationale d'accompagner les États-membres à la mise en œuvre du cadre d'action 2030 visant à « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et de promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie (ODD4) », par le biais de partenariats, d'orientations politiques, de renforcement des capacités, de suivi et de plaidoyer.

Le 23 juin, M. Patrick Mouguiama Daouda, Ministre en charge de l'éducation nationale et M. Eric Voli Bi, Représentant a.i de l'UNESCO au Gabon, accompagnés des partenaires du projet suscité notamment la Banque Mondiale, l'UNICEF, l'UNFPA et l'AFD ont remis solennellement le nouvel annuaire



statistique de l'Éducation et de la Formation à Mme Rose Christiane Ossouka Raponda, Premier Ministre, Chef du gouvernement.

À la suite de cette séquence à la primature, les organisateurs et partenaires se sont retrouvés à la salle des conférences du Ministère de l'économie et de la relance, plus connu sous le nom de l'immeuble ARAMBO pour une présentation détaillée de l'annuaire statistique et de la deuxième phase du projet.

Afin de mieux comprendre l'utilité de l'élaboration du Plan sectoriel de l'éducation, dernière phase du projet, M. Hilaire Mputu, Conseiller régional pour l'Éducation de l'UNESCO pour l'Afrique centrale, a présenté les enjeux de cet outil de planification de l'éducation.

Par la suite, le Ministre de l'éducation nationale a installé le Comité de pilotage de la phase de l'élaboration du Plan sectoriel de l'éducation. Puis, il a procédé à la remise d'attestations de reconnaissance aux partenaires du projet ainsi qu'aux principaux personnels administratifs impliqués dans la mise en œuvre du projet.

La cérémonie s'est achevée par une première séance de travail du Groupe local des partenaires de l'éducation (GLPE) qui a vu la désignation de l'UNESCO comme Agence de coordination dudit groupe.



À propos du projet « Appui à la production des statistiques basiques et à l'élaboration du plan sectoriel de l'éducation »

Le projet "Appui à la production des statistiques basiques et l'élaboration du Plan Sectoriel de l'Éducation" qui vise à améliorer la gouvernance, l'accès et la qualité de l'éducation et à favoriser une éducation plus inclusive et un apprentissage tout au long de la vie, a été lancé le 09 Aout 2018 par la signature du Document de programmation conjointe entre l'UNESCO, Agence de coordination du projet, et le ministère de l'Éducation nationale. La mise en œuvre des activités de ce projet, a permis de collecter les données essentielles du secteur de l'éducation et de produire les annuaires statistiques 2018/2019 couvrant les besoins de base de l'ensemble des sous-secteurs de l'éducation.

L'annuaire statistique 2018-2019 permet au Gouvernement gabonais de se doter d'un outil stratégique capable de présenter en temps réel, aux décideurs et à l'ensemble des acteurs du système éducatif gabonais, des informations fiables et à jour, permettant d'améliorer la gestion et le pilotage du système éducatif.

Le Groupe local des partenaires de l'Éducation, la formation, l'enseignement supérieur et l'Emploi des jeunes (GLPE) vise à créer un cadre de réflexion, de concertation, d'information et d'échange entre le gouvernement, les Partenaires Techniques et Financiers (PTF) et certaines Organisations de la Société Civile, en vue d'améliorer l'efficacité des interventions dans ce Secteur.

Le projet est mis en œuvre sous le leadership du Ministère de l'éducation nationale, avec l'appui technique de l'UNESCO et le soutien financier de la Banque Mondiale, de l'Agence française de développement (AFD), de l'UNICEF et de l'UNFPA.

SCIENCES NATURELLES ET EXACTES



Continuer à exploiter et à distribuer l'eau dans le Grand Libreville sans nuire à la planète

C'est l'objectif poursuivi par l'étude lancée, le mercredi 12 mai 2021, par l'UNESCO et le Ministère de l'énergie et des ressources hydrauliques en partenariat avec l'Institut de recherche Deltares.

Cela fait plusieurs années que l'usine de production d'eau potable basé à Ntoum dessert à Libreville, Akanda, Owendo et Ntoum, zone communément appelée « Grand Libreville ». Et, ces derniers temps les phénomènes inquiétants comme les pluies en pleine saison sèche, sont de plus en plus récurrent et laissent présager que cette exploitation régulière des ressources en eau dans cette commune a des effets néfastes sur la planète. De plus, ces effets impactent de façon importante le niveau des eaux à l'usine de production et perturbent la distribution.

Désirant étudier l'éventuel lien entre cette forte exploitation de l'or bleu à Ntoum et les effets de changement climatique a suscités le Ministère de tutelle a sollicité l'UNESCO pour un accompagnement technique et

financière dans la réalisation de l'étude. Ce partenariat a permis de bénéficier d'un financement de plus de 100 000 dollars (soit 54 184 500 fcfa) de la Corée du Sud.

Les travaux ont démarré avec une allocation de Monsieur Eric Voli Bi, Chef de Bureau et Représentant p.i de l'UNESCO au Gabon, lu par Monsieur Thierry P. Nzamba Nzamba, Spécialiste du Bureau de l'UNESCO à Libreville. Il a souligné que les impacts des changements climatiques sont au cœur des préoccupations de l'UNESCO.

C'est pourquoi, pour évaluer les effets réels, elle a lancé, en 2015, sous la coordination du Programme Hydrologique Intergouvernemental (PHI), le projet « Assurer la sécurité de l'eau : les impacts climatiques et les réponses d'adaptation en Afrique, dans les Amériques, en Asie et en Europe ». Ledit projet s'appuie sur des évaluations de vulnérabilité et des études de cas réalisées dans différentes régions. Il cherche à mettre en œuvre des activités portées sur l'élaboration

de stratégies d'adaptation afin de renforcer la sécurité de l'eau mise à mal par le changement climatique.

Les travaux proprement dits se sont articulés autour de deux communications dirigés par le consultant national et les experts de Deltares. La première s'articulait sur présentation de la méthode CRIDA (Climate Risk Informed Decision Analysis), méthode de modélisation hydrologique qui implique l'évaluation de la vulnérabilité, le développement et formulation des options robustes et flexibles et évaluation des alternatives planifiées. Cette approche fournit des lignes directrices pour évaluer les vulnérabilités de la sécurité en eau dues à la variabilité et au changement climatiques, ainsi que des conseils sur le développement de voies d'adaptation pour une gestion robuste des ressources en eau.

La deuxième sur la contribution était axée sur les termes de référence de l'étude par le consultant national, ou il a été décliné le cadre de la prestation de l'étude, l'organisation, la méthodologie, les différentes missions à réaliser et l'interaction avec les parties prenantes.

Au sortir de ces présentations, les participants ont fait des amendements en vue de la prise d'un compte plus poussée des réalités du champ d'étude. Aussi, l'étude permettra d'améliorer la sécurité de l'eau dans le Grand Libreville.

De façon spécifique, elle va l'accent permettre de: Évaluer les impacts du changement climatique

sur le bassin de la rivière Nzémé en mettant sur les changements dans la variabilité des précipitations, les précipitations extrêmes qui provoquent des crues soudaines dans la zone, l'augmentation des risques d'inondation et la diminution de la disponibilité de l'eau ; développer une stratégie d'adaptation pour maintenir et améliorer la sécurité de l'eau actuelle dans le futur avec les parties prenantes au sein du Ministère de l'Energie et des Ressources Hydrauliques ; renforcer les capacités sur l'utilisation des tests de stress climatique pour l'élaboration de stratégies d'adaptation ; développer une approche généralisable pour la formulation de cartes des voies d'adaptation à partir des résultats des tests de stress climatique.

Ont pris part à cette cérémonie de lancement de l'étude :

- La coordination du projet de l'UNESCO ;
- La Direction Générale de l'Eau ;
- L'Institut Deltares ;
- La Société d'Energie et d'Eau du Gabon ;
- La Direction Générale de la Météorologie ;
- Le Conseil Climat ;
- L'AGEOS ;
- La Mairie de Ntoum.



SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES



Plusieurs jeunes gabonais révèlent leur génie créateur

Libreville a également permis à ses jeunes de montrer au monde entier, non seulement, qu'ils continuent d'être créatifs malgré la crise sanitaire due à la COVID-19, mais aussi qu'ils trouvent en cette pandémie l'opportunité de réimaginer leurs compétences.

Ces révélations se sont faites, le 23 juillet 2021, lors de la célébration en différée de la Journée mondiale des compétences des jeunes, qui se célèbre le 15 juillet de chaque année.

Gwenaelle Simbi, par exemple, a présenté son concept de « Clinique de mes finances ». Il s'agit d'un coaching financier qu'elle propose au public afin d'acquérir des compétences qui les permettront de savoir comment gérer efficacement leur revenu, comment multiplier leur revenu, comment sortir du surendettement et comment devenir millionnaire. Le concept est né en France, au sein de son ONG Finance Solide qui œuvre sur l'ensemble des questions de sensibilisation sur la résilience économique et d'intelligence financière, mais elle le propose actuellement aux gabonais aussi.

La PME gabonaise SITEX s'est également démarqué par son offre de produits fabriqués à partir du textile et plastique recyclés. Pleinement engagé dans la lutte contre le réchauffement et la protection de l'environnement, elle fabrique des objets décoratifs tels que des pots de fleurs pour l'intérieur, les jardins, des lampes murales réalisées. L'ensemble des matériaux (textiles et tuyaux pvc) sont recyclés et remis dans le circuit sous une forme nouvelle grâce des procédés spécifiques dont SITEX détient les compétences tout en participant activement à la préservation de l'environnement.

Les étudiants de l'Académie Franco-Américaine de management (AFRAM) ont, quant à eux, proposé un prototype de bibliothèque numérique bon marché. Le projet tire son innovation sur trois axes principaux : sa singularité, l'usage du numérique et sa politique de coût. Cette bibliothèque se présente sous forme d'application qui permet de consulter des ouvrages de n'importe où et à tout moment. Composé de plusieurs œuvres de toutes natures (livres, romans, articles scientifiques, mémoires de recherche...) issus d'auteur nationaux et internationaux, la dernière inno-

vation est le coût. Ils ambitionnent offrir leurs différents ouvrages à 1 euro seulement soit 655,59 F CFA en utilisant le mobile Banking (Airtel money et Moov money) comme mode de paiement, plus utilisé dans le pays.

L'édition 2021, de la Journée mondiale des compétences des jeunes de Libreville a été organisée par l'UNESCO et le Ministère de la Jeunesse, en partenariat avec l'AFRAM sous le thème « Réimaginer les compétences des jeunes dans l'après-pandémie ». Proclamée en 2014 par l'Assemblée générale des

Nations Unies, la Journée mondiale des compétences des jeunes a pour but de célébrer l'importance stratégique de la transmission aux jeunes des compétences nécessaires à l'emploi, à l'obtention d'un travail décent et à l'entrepreneuriat. Depuis lors, les manifestations de la Journée mondiale des compétences des jeunes ont fourni une occasion sans pareil de dialogue entre jeunes, institutions d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP), entreprises, organisations patronales et syndicales, décideurs et partenaires du développement.



Albinisme au Gabon : Fort, envers et contre tout

L'UNESCO, la Citibank et l'association de lutte pour le bien être des albinos (ALBA) se sont associées pour célébrer, ensemble, la Journée internationale de sensibilisation à l'albinisme, sous le thème : « Fort, envers et contre tout ».

Le siège de Citibank a servi de cadre pour abriter, le 23 juin 2021, la célébration de la journée internationale de sensibilisation à l'albinisme. Occasion était donnée pour l'ensemble des acteurs, notamment à l'UNESCO de sensibiliser les publics aux discriminations et aux stigmatisations dont sont victimes les personnes atteintes d'albinisme et de s'attaquer à leurs causes profondes pour leur permettre de vivre dans la dignité et la prospérité.

Les temps forts de cette journée ont été marqué par un défilé de mode, des témoignages, une distribution de crème solaire et de différents kits sanitaires, ainsi que, par la présentation du Dr Stéphanie Ntsame, Présidente de l'ALBA, sur « les enjeux de l'al-

binisme dans la communauté ». Cette communication a permis d'édifier l'assistance sur les difficultés multiples dont sont victimes les albinos et les besoins qui sont les leur au quotidien.

Monsieur Eric Voli Bi, Représentant a.i de l'UNESCO au Gabon, n'a pas manqué de réitérer à l'égard de tous l'engagement indéfectible de l'Organisation pour le respect des droits de l'Homme, la justice sociale, l'égalité, l'inclusion, le respect de la diversité et de la citoyenneté pour tous et qu'à ce titre, l'UNESCO sera toujours présente pour manifester tout son soutien.

Pour mémoire, en 2013, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution condamnant les agressions et les discriminations à l'encontre des personnes atteintes d'albinisme qui demande aux Etats de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer leur protection. En 2014, le 13 juin a été proclamé Journée internationale de sensibilisation à l'albinisme par l'Assemblée générale des Nations Unies.



Promouvoir la culture de la paix et lutter contre les violences en milieu scolaire

Eradiquer les violences de toutes sorte en milieu scolaire et faire germer dans l'esprit des adolescents et des jeunes les principes d'une culture la paix quotidienne, c'est l'objet du « projet de sensibilisation et de formation sur la culture de la paix et la lutte contre les violences en milieu scolaire » lancé, le 17 juin 2021, au Complexe scolaire Jean Hilaire Aubame Eyeghe, par la Coordination nationale du Réseau panafricain des jeunes pour la culture de la paix (PAYNCOP Gabon).

Le Gabon, depuis quelques années, fait face au phénomène de violence en milieu scolaire avec des proportions inquiétantes. Selon la stratégie nationale de renforcement de la réponse aux violences en milieu scolaire au Gabon, l'ampleur des violences perpétrées dans l'environnement scolaire varie significativement selon le statut et le sexe de l'individu. L'étude réalisée en 2019 par le Gouvernement en partenariat avec l'UNICEF a montré de façon générale, que les actes de violences physiques que subissent les acteurs du système éducatif, notamment les élèves, sont de (40,2%). De l'analyse spatiale de la prévalence des violences physiques, il ressort que 59,4% des acteurs du système éducatif sont victimes de cette forme de violence quel que soit le groupe d'appartenance. Aussi, pour les violences sexuelles, l'enquête montre qu'elles sont bien plus élevées au secondaire qu'au primaire, quel que soit le statut des victimes (élèves, enseignants, personnels administratifs).

Dans l'optique de contribuer à la construction de la paix dans l'esprit des jeunes filles et garçons scolarisés du Gabon, la Coordination du PAYNCOP Gabon a initié le projet de promotion de la culture de la paix et lutte contre la violence en milieu scolaire du PAYNCOP

Gabon qui bénéficie de l'appui technique de l'UNESCO.

L'UNESCO appuie le PAYNCOP dans la mise en œuvre de ce projet en lui proposant des modules de formation sur «la culture de la paix'' spécifiques aux élèves, aux personnels d'encadrement et éventuellement aux parents d'élèves. Ces modules permettront de former les élèves dans un premier temps, qui deviendront des pairs éducateurs ; puis, s'en suivra la formation du personnel d'encadrement et enfin celle des parents d'élèves.

En définitif, un club de jeunes défenseurs de la paix opérationnel pour consolider les acquis sera créé dans le Complexe scolaire Jean Hilaire Aubame Eyeghe comme phase test du projet, avant son implémentation dans d'autres établissements scolaires.





« La violence scolaire sous toutes ses formes, y compris le harcèlement, est une violation des droits des enfants et des adolescents à l'éducation, à la santé et au bien-être. L'action de l'UNESCO sur la violence et le harcèlement à l'école vise, entre autres, à appuyer la formulation de politiques efficaces destinées à prévenir et traiter la violence et le harcèlement à l'école, y compris la violence basée sur le genre en milieu scolaire, ainsi qu'à renforcer les réponses nationales à la violence et au harcèlement en milieu scolaire, en particulier les réponses du secteur de l'éducation. C'est pourquoi, l'UNESCO est fière d'accompagner ce projet qui vise ainsi à lutter et à exclure la violence en milieu scolaire et à promouvoir la culture de la paix » **a souligné Stéphane Nzé Nguema, Chargé du programme Sciences humaines et sociales, dans le discours lu au nom du Représentant a.i de l'UNESCO au Gabon.**

CULTURE



Encourager les candidatures gabonaises au Fonds international pour la diversité culturelle

L'UNESCO a organisé, le 20 mai 2021, en ligne et en présentiel, une session de présentation du Fonds international pour la diversité culturelle (FIDC) au profit des acteurs culturels gabonais. Le but était de renforcer les capacités de ces derniers à mieux comprendre les attentes et exigences du Fonds et à élaborer leurs candidatures.

Le Fonds international pour la diversité culturelle (FIDC) est un fonds multidonateur de la Convention de 2005 sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles. Son objectif est de promouvoir le développement durable et la réduction de la pauvreté dans les pays en développement qui sont Parties à ladite Convention.

Le FIDC est né en vue de « favoriser l'émergence d'un secteur culturel dynamique, essentiellement à travers des activités facilitant la mise en place et/ou l'élaboration de politiques et de stratégies qui visent à protéger et à promouvoir la diversité des expressions culturelles ainsi que le renforcement des infrastructures

institutionnelles en soutenant des industries culturelles viables » a rappelé Diana Ramarohetra, Chef de projets culture au siège de l'UNESCO.

« Il a été lancé en 2010 mais ce n'est à partir de 2018 que les premières candidatures gabonaises ont été enregistrées, grâce au lancement des sessions de renforcement de capacités de l'équipe de l'UNESCO Libreville, en 2017. Mais jusqu'à présent aucun projet gabonais n'a été approuvé. Il faut noter cependant que en 2020, deux d'entre eux ont atteint le dernier niveau d'évaluation » a rajouté Thierry P. Nzamba Nzamba, Administrateur du programme culture au Bureau de l'UNESCO à Libreville. Cette session 2021 visait à expliquer davantage les exigences du FIDC et à capitaliser les expériences passées.

Le FIDC soutient des projets qui conduisent à des changements structurels, à travers la mise en place et/ou l'élaboration de politiques et de stratégies qui ont un effet direct sur la création, la production, la distribution et l'accès à une diversité d'expressions culturelles,

y compris les activités, biens et services culturels et le renforcement des capacités humaines et organisationnelles des institutions publiques et des organisations de la société civile, nécessaires pour le développement d'industries culturelles viables aux niveaux local et régional dans les pays en développement.

Seules les autorités publiques et institutions, les Organisations non gouvernementales (ONG) et les Organisations internationales non gouvernementales (OING) légales des pays en développement Parties à la Convention de 2005 peuvent soumettre des candidatures.

Le montant maximum de financement d'un projet est de 100 000 USD et le projet doit être en œuvre

entre 12 et 24 mois. Les soumissions ont été ouvertes du 17 avril et au 16 juin 2021 (à midi, heure de Paris).

Depuis le 28 juin, le processus de présélection des candidatures soumises à ce 12ème appel à projets du Fonds international pour la diversité culturelle (FIDC) a été lancé et sera clôturé le 27 juillet 2021. La Commission nationale gabonaise pour l'UNESCO procédera à la sélection des candidatures nationales qui seront soumises au jury international, si candidatures gabonaises il y a, à la suite de cette session de renforcement des capacités.



Journée internationale des musées 2021 : la politique muséale du Gabon au cœur des débats

En partenariat entre le Ministère de la Culture et des Arts, l'UNESCO et l'Ambassade de France au Gabon, la Journée internationale des musées a été célébrée, le jeudi 10 juin 2021, dans les locaux du Musée National, sous le thème « l'avenir des musées : se rétablir et se réinventer ».

Ce thème 2021 invitait l'ensemble des musées, leurs professionnels et leurs communautés à développer, imaginer et partager de nouvelles pratiques de (co)création de valeur, de nouveaux modèles commerciaux pour les institutions culturelles et des solu-

tions innovantes pour les défis sociaux, économiques et environnementaux du présent.

La COVID-19 n'a épargné aucun secteur. La culture subit de graves répercussions économiques, sociales et psychologiques à court et à long terme. Le potentiel créatif de la culture en tant que moteur de la relance et de l'innovation dans l'ère post-covid doit être défendu.

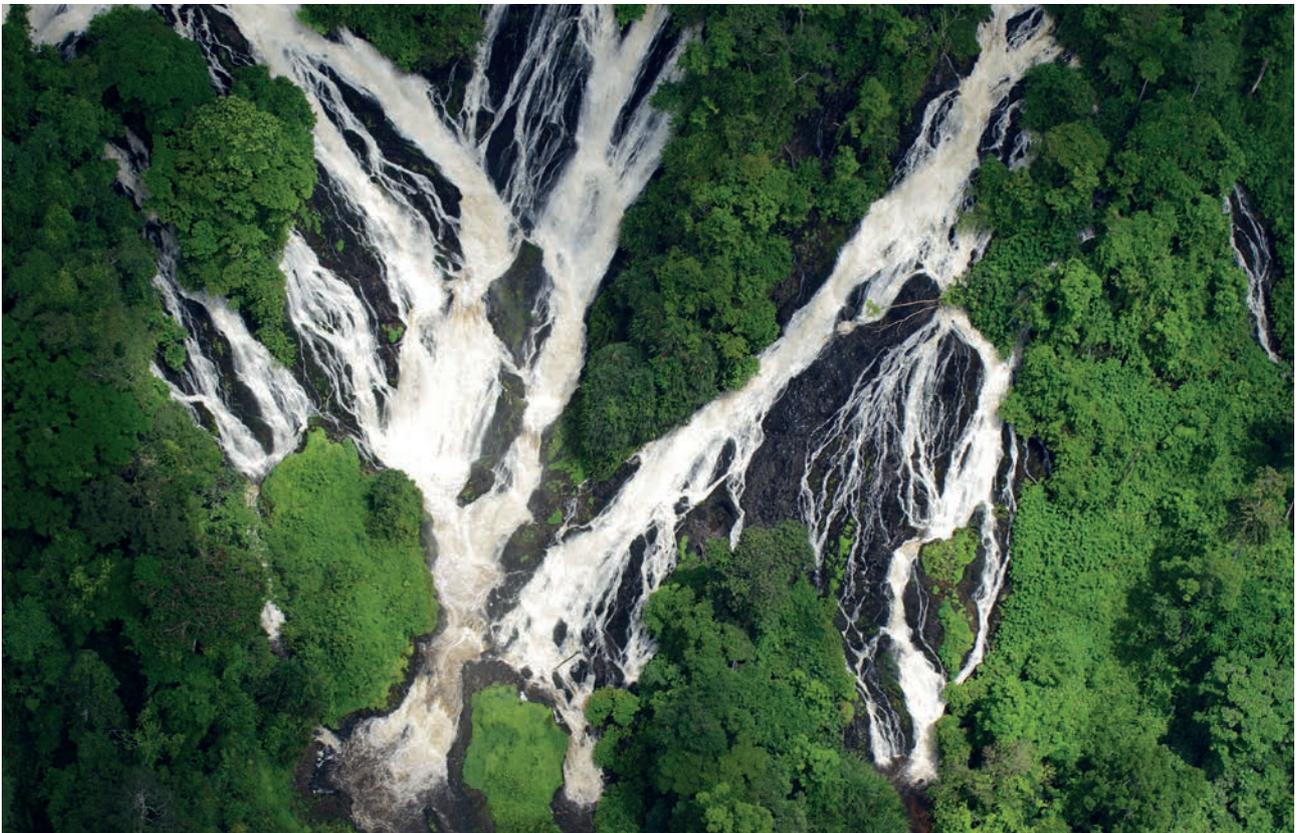
Cette célébration a permis de rappeler les enjeux et l'ensemble des défis auxquels font face les

musées à travers le monde. L'UNESCO a saisi cette occasion pour le présenter le rapport mondial sur l'état des musées en période de covid19 nommé « Les musées dans le monde face à la pandémie de COVID19 » et le rapport national sur l'état des lieux du trafic illicite en république Gabonaise. A ce titre, le Représentant de l'UNESCO au Gabon, Monsieur Eric VOLI BI, rappelle, dans son discours de circonstance, que « en même temps que les musées font face à ces nouveaux enjeux et défis, ils ne doivent pas s'arrêter de lutter contre le trafic illicite des biens culturels qui continue d'être une source de préoccupation ».

Dans cet esprit, les participants - professionnelles/professionnels du patrimoine culturel, forces de sécurité et de défense, douanes - ont été sensibilisés sur les instruments normatifs internationaux qui

encadrent les musées et la protection du patrimoine culturel. Ils ont notamment discuté de la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels », la « Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflits armés » et de la Recommandation de 2015 sur le développement des musées.

Cette journée a permis à l'Ambassade de France au Gabon de présenter le projet « Muséo Gab » (Ministère de l'Europe et des affaires étrangères français, Etat gabonais et Agence Française de Développement) qui soutient le développement et le renforcement des capacités du musée national des arts et traditions du Gabon, pour une période de 18 mois.



Le Gabon compte désormais un 2ème site du Patrimoine Mondial : le Parc national de l'Ivindo

Le Gabon est encore l'un de ces rares pays du globe dont 85% de sa superficie est couverte de forêts, soit près de 22 millions d'hectares. Cette forêt regorge une richesse immense et unique en termes de faune et de flore, à l'exemple de son parc national de l'Ivindo qui vient d'être inscrit sur la Liste du patrimoine mondial de l'UNESCO par le Comité du patrimoine mondial.

C'est l'aboutissement d'un long processus débuté dans le cadre du projet CAWHFI (UE/UNESCO). Le dossier de nomination approuvé ce jour a été examiné lors de l'atelier « Mise à jour de la liste indicative du Gabon (biens naturels et mixtes) et présentation du dossier de nomination du parc national de l'Ivindo » tenu en janvier 2020, à Libreville. Ledit dossier était porté par le Ministère en charge de l'Environnement.

Cet atelier, organisé par l'UNESCO, avait permis (i) de renforcer les capacités des agents des ministères de la Culture et de l'Environnement sur la Convention concernant le patrimoine mondial naturel et culturel de 1972, (ii) la mise à jour des biens naturels et mixtes de la Liste indicative du Gabon et (iii) l'évaluation du dossier de candidature au patrimoine mondial du Parc National de l'Ivindo.

La Liste indicative du Gabon y avait été révisée, le dossier Parc national de l'Ivindo, discuté et adopté, puis, soumis selon les processus du patrimoine mondial, par les autorités gabonaises à l'UNESCO dont le Comité du patrimoine mondial en sa 44^e session, ce 28 juillet 2021, et qui vient de l'inscrire sur la Liste du patrimoine mondial.

Le patrimoine mondial est une appellation attribuée à des lieux ou des biens, situés à travers le monde, possédant une valeur universelle exceptionnelle. Ils sont inscrits sur la Liste du patrimoine mondial afin d'être protégés et de bénéficier d'une promotion pour la conservation de leurs valeurs.

Le parc national de l'Ivindo devient le deuxième site du Gabon sur la Liste du patrimoine mondial.

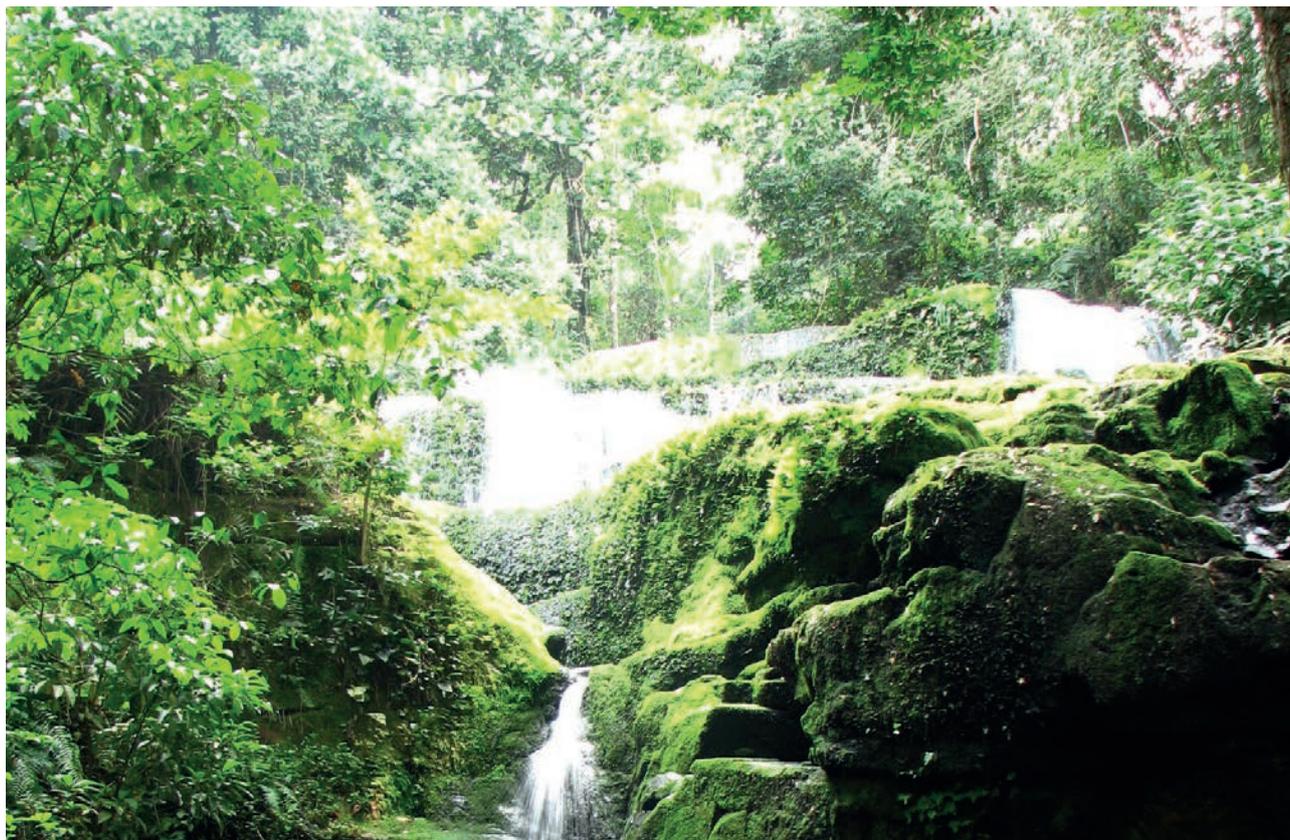
A propos du Parc national de l'Ivindo

Situé sur l'équateur, dans le nord du Gabon, le site, essentiellement intact, s'étend sur près de 300 000 hectares traversés par un réseau de rivières d'eau noire pittoresques.

Il comprend des rapides et des chutes bordées par des forêts humides intactes, ce qui en fait un paysage d'une grande valeur esthétique.

Les habitats aquatiques abritent des espèces de poissons endémiques, dont 13 espèces sont considérées comme menacées, au moins sept espèces d'herbes aquatiques Podostemaceae et, sans doute, une faune aquatique micro-endémique de chaque chute.

De nombreuses espèces de poissons du bien ne sont pas encore décrites et certaines parties du site sont encore à peine explorées.





Bureau de l'UNESCO à Libreville

Maison des Nations Unies

164, Impasse André Mba Obame

B.P. 2183 Libreville, Gabon

Tel.: +241 74 51 03 36

www.unesco.org/libreville

www.facebook.com/unescolibreville

www.twitter.com/unescogabon